

Crise financière et récession annoncée

Marx peut-il encore nous aider à comprendre?

Michel Husson

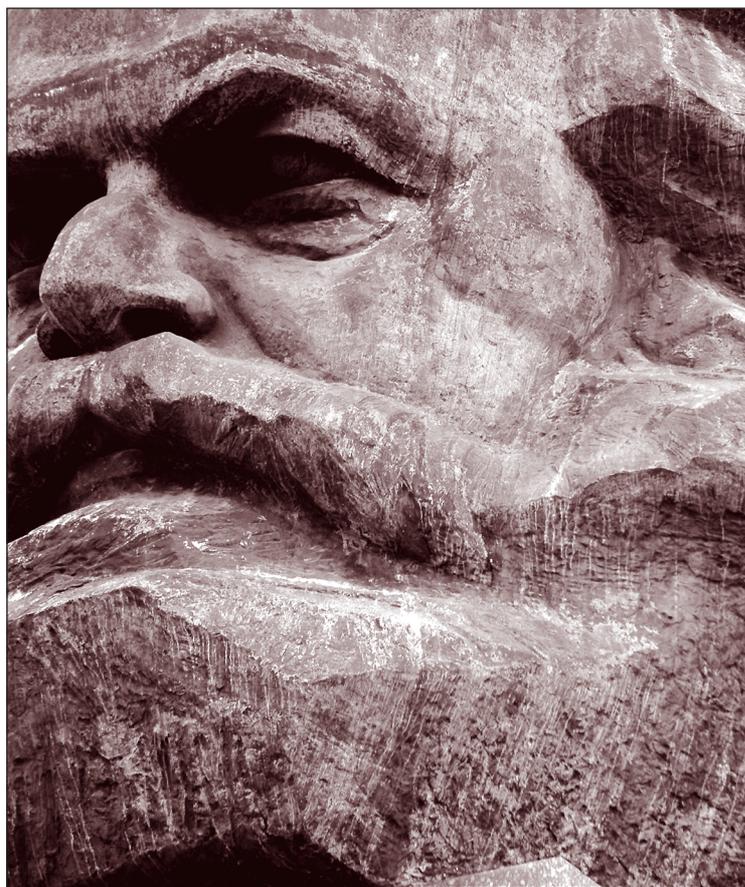
A l'heure où l'UBS déclare un déficit historique et où les Etats-Unis voient resurgir le spectre de la récession, on peut se demander si le recours à la critique marxiste de l'économie politique, élaborée au XIXe siècle, est encore légitime pour comprendre le capitalisme du XXIe. Au-delà des mécanismes spécifiques de la crise actuelle – et sur lesquels nous reviendrons prochainement – Marx peut-il nous aider à saisir les raisons du comportement du système économique, à la fois mystérieux et erratique, contradictoire en tous les cas? C'est cette question qu'aborde ici l'économiste Michel Husson, chercheur à l'IRES (Institut de recherches économiques et sociales) et membre du conseil scientifique d'ATTAC, dans deux textes dont nous avons extrait quelques points clefs.¹ Son argumentation est plus longuement développée dans un article à paraître ce mois dans la revue française Droit du travail, sous le titre «Le capitalisme contemporain et Marx»² (réd.)

Périodiquement, la grande presse économique fait explicitement référence à la critique marxiste du capitalisme. Dans son édition du 19 décembre 2002, *The Economist* écrivait que «le communisme comme système de gouvernement était mort ou mourant» mais que «son avenir semblait assuré en tant que système d'idées». *Business Week* du 20 janvier 2003 évoquait le retour de la lutte des classes. Plus récemment, dans le *Financial Times* du 28 décembre 2006, John Thornhill soulignait que «l'essor récent de la mondialisation qui, à bien des points de vue, évoque l'époque de Marx a sans aucun doute conduit à un intérêt renouvelé pour sa critique de capitalisme (...) Comment peut-il se faire que deux pour cent des plus riches de la population adulte du monde possèdent plus de 50 pour cent de la richesse mondiale tandis que la moitié la plus pauvre n'en possède que 1%? Comment peut-on comprendre le capital sans lire *Das Kapital*?». En France, Jacques Attali, vient de publier une biographie de Marx³ où il soutient que c'est seulement aujourd'hui que l'on se pose les questions auxquelles répondait Marx.

Ces références ne suffisent cependant pas à ignorer une objection après tout légitime: en se réclamant d'une œuvre datant du XIX^{ème} siècle pour analyser la réalité d'aujourd'hui, ne risque-t-on pas de sombrer dans un archaïsme dogmatique? Ce procès en archaïsme est recevable, et il peut être mené à partir de deux postulats, dont un seul suffirait

d'ailleurs à rendre caduque la référence marxienne. Pour justifier le recours à l'appareil conceptuel marxiste, il faut donc remettre en cause l'un et l'autre de ces postulats.

Le premier est que la science économique est une science qui aurait, depuis Marx, accompli des progrès qualitatifs, voire opéré des changements de paradigme irréversibles. Dans ce cas, l'analyse marxiste est rendue obsolète, non pas tant en raison des transformations de son objet, mais des progrès de la science économique. Cette conception de la «science économique» comme une science, et en tout cas comme une science unifiée et progressant linéairement, doit être récusée. Contrairement par exemple à la physique, les paradigmes de l'économie continuent en effet à coexister de manière conflictuelle, comme ils l'ont fait depuis le début. L'économie dominante actuelle, dite néo-classique, est construite sur un paradigme qui ne diffère pas fondamentalement de celui d'écoles pré-marxistes ou même pré-classiques. Le débat triangulaire entre l'économie «classique» (Ricardo), l'économie «vulgaire» (Say ou Malthus) et la critique de l'économie politique (Marx) continue à peu près dans les mêmes termes. Les rapports de forces qui existent entre ces trois pôles ont évolué, mais pas selon un schéma d'élimination progressive de paradigmes qui tomberaient peu à peu dans le champ pré-scientifique.



DR

L'économie dominante ne domine pas en raison de ses effets de connaissance propres mais en fonction des rapports de force idéologiques et politiques plus généraux. Pour ne prendre qu'un exemple, on peut évoquer le débat tout à fait d'actualité sur les «trappes à chômage»: des indemnités trop généreuses décourageraient les chômeurs de reprendre un emploi et seraient l'une des causes principales de la persistance du chômage. Or, ce sont exactement les mêmes arguments que ceux qui étaient avancés en Grande-Bretagne pour remettre en cause la loi sur les pauvres (en 1832). Il s'agit d'une question sociale qu'aucun progrès de la science n'est venu trancher.

Le second postulat est que le capitalisme d'aujourd'hui serait qualitativement différent de celui qui était l'objet d'étude dont disposait Marx. Ses analyses

pouvaient être utiles pour comprendre le capitalisme du XIX^e siècle, mais elles auraient été rendues obsolètes par les transformations intervenues depuis lors dans les structures et les mécanismes du capitalisme. Certes, le capitalisme contemporain n'est évidemment pas similaire, dans ses formes d'existence, à celui que connaissait Marx. Mais les structures principales de ce système sont restées invariantes, et on peut même soutenir au contraire que le capitalisme contemporain est plus proche

1 Il s'agit respectivement de *Comprendre le capitalisme actuel* (intervention au séminaire Marx au XXI^e siècle) et de *Lire le Capital aujourd'hui* (introduction à l'édition résumée en espagnol de Gabriel Deville) que l'on peut consulter sur le site <http://hussonet.free.fr/>
2 http://www.editecom.com/index_ds.htm
3 Jacques Attali, *Karl Marx ou l'esprit du monde*, Fayard, Paris, 2005.

d'un fonctionnement «pur» que ne l'était celui de l'«Age d'or» qui va de la Seconde Guerre Mondiale au milieu des années 1970.

Si ce double point de vue est adopté (absence de progrès cumulatifs de la «science» économique et invariance des structures capitalistes) il devient licite d'appliquer les schémas marxistes aujourd'hui. Mais on ne peut se satisfaire pour autant d'une version affaiblie du dogmatisme qui consisterait à faire entrer plus ou moins de force la réalité d'aujourd'hui dans un cadre conceptuel marxien. Il faut encore montrer qu'on en tire un bénéfice, une plus-value, et que l'on réussit à mieux comprendre le capitalisme contemporain. C'est ce que la suite de ce texte essaie de faire autour de quelques exemples.

A quoi sert la théorie de la valeur?

La théorie de la valeur-travail est au cœur de l'analyse marxiste du capitalisme. Il est donc normal de commencer par elle si l'on veut évaluer l'utilité de l'outil marxiste pour la compréhension du capitalisme contemporain. Il n'est pas question ici d'exposer cette théorie dans tous ces développements.⁴ On peut après tout la résumer très succinctement autour d'une idée centrale: c'est le travail humain qui est la seule source de création de valeur. Par valeur, il faut entendre ici la valeur monétaire des marchandises produites sous le capitalisme. On se trouve alors confronté à cette véritable énigme, que les transformations du capitalisme n'ont pas fait disparaître, d'un régime économique où les travailleurs produisent l'intégralité de la valeur mais n'en reçoivent qu'une fraction sous forme de salaires, tandis que le reste va au profit. Les capitalistes achètent des moyens de production (machines, matières premières, énergie, etc.) et de la force de travail; ils produisent des marchandises qu'ils vendent et se retrouvent au bout du compte avec plus d'argent qu'ils n'en ont investi au départ. Le profit est la différence entre le prix de vente et le prix de revient de cette production. C'est ce constat qui sert de définition dans les manuels, mais le mystère de la source du profit reste entier.

C'est autour de cette question absolument fondamentale que Marx ouvre son analyse du capitalisme dans *Le Capital*. Avant lui les grands classiques de l'économie politique, comme Smith ou Ricardo, procédaient autrement, en se demandant ce qui réglait le prix relatif des marchandises: pourquoi, par exemple, une table vaut-elle le prix de cinq pantalons? Très vite, la réponse qui s'est imposée consiste à dire que ce rapport de 1 à 5 reflète plus ou moins le temps de travail nécessaire pour produire un pantalon ou une table. C'est ce que l'on pourrait appeler la version élémentaire de la valeur-travail. Ensuite, ces économistes - que Marx appelle classiques et qu'il respecte (à la différence d'autres économistes qu'il baptisera «vulgaires»)

- cherchent à décomposer le prix d'une marchandise. Outre le prix des matières premières, ce prix incorpore trois grandes catégories, la rente, le profit et le salaire. Cette formule «trinitaire» semble très symétrique: la rente est le prix de la terre, le profit le prix du capital, et le salaire est le prix du travail. D'où la contradiction suivante: d'un côté, la valeur d'une marchandise dépend de la quantité de travail nécessaire à sa production; mais, d'un autre côté, elle ne comprend pas que du salaire. L'analyse se complique encore quand on remarque, comme le fait Ricardo, que le capitalisme se caractérise par la formation d'un taux général de profit, autrement dit que les capitaux tendent à avoir la même rentabilité quelle que soit la branche dans laquelle ils sont investis.

Ricardo ne réussira pas à résoudre cette difficulté. Marx propose sa solution, qui est à la fois géniale et simple (*au moins a posteriori*). Il applique à la force de travail, cette marchandise un peu particulière, la distinction classique, qu'il fait sienne, entre valeur d'usage et valeur d'échange. Le salaire est le prix de la force de travail qui est socialement reconnu à un moment donné comme nécessaire à sa reproduction. De ce point de vue, l'échange entre le vendeur de force de travail et le capitaliste est en règle générale un rapport égal. Mais la force de travail dispose d'une propriété particulière - c'est sa valeur d'usage - de produire de la valeur. Le capitaliste s'approprie l'intégralité de cette valeur produite, mais n'en paie qu'une partie, parce que le développement de la société fait que les salariés peuvent produire durant leur temps de travail une valeur plus grande que celle qu'ils vont récupérer sous forme de salaire. Faisons comme Marx, dans les premières lignes du *Capital*, et observons la société comme une «*immense accumulation de marchandises*» toutes produites par le travail humain. On peut en faire deux tas: le premier tas est formé des biens et services de consommation qui reviennent aux travailleurs; le second tas, qui comprend des biens dits «de luxe» et des biens d'investissement, correspond à la plus-value. Le temps de travail de l'ensemble de cette société peut à son tour être décomposé en deux: le temps consacré à produire le premier tas est appelé par Marx le travail nécessaire, et c'est le surtravail qui est consacré à la production du second tas.

Cette représentation est au fond assez simple mais, pour y parvenir, il faut évidemment prendre un peu de recul et adopter un point de vue social. C'est précisément ce pas de côté qu'il est si difficile de faire parce que la force du capitalisme est de proposer une vision de la société qui en fait une longue série d'échanges égaux. Contrairement au féodalisme où le surtravail était physiquement perceptible - le paysan devait travailler un certain nombre de jours par an sur les terres du seigneur ou lui remettre une fraction de sa propre récolte -



Bourse de New York

cette distinction entre travail nécessaire et surtravail devient opaque dans le capitalisme, en raison même des modalités de la répartition des richesses et d'une très profonde division sociale du travail. Or, ce dispositif fonctionne encore aujourd'hui et prend même une forme exacerbée avec la financiarisation.

La finance permet-elle de s'enrichir en dormant?

L'euphorie boursière et les illusions créées par la «nouvelle économie» ont donné l'impression que l'on pouvait «s'enrichir en dormant», bref que la finance était devenue une source autonome de valeur. Ces fantasmes typiques du capitalisme n'ont rien d'original, et on trouve dans Marx tous les éléments pour en faire la critique, notamment dans ses analyses du Livre 3 du *Capital* consacrées au partage du profit entre intérêt et profit d'entreprise. Marx écrit par exemple que: «*dans sa représentation populaire, le capital financier, le capital rapportant de l'intérêt est considéré comme le capital en soi, le capital par excellence*».⁵ Il semble en effet capable de procurer un revenu, indépendamment de l'exploitation de la force de travail. C'est pourquoi, ajoute Marx, «*pour les économistes vulgaires qui es-*

saient de présenter le capital comme source indépendante de la valeur et de la création de valeur, cette forme est évidemment une aubaine, puisqu'elle rend méconnaissable l'origine du profit et octroie au résultat du procès de production capitaliste - séparé du procès lui-même - une existence indépendante».⁶

L'intérêt, et en général les revenus financiers, ne représentent pas le «prix du capital» qui serait déterminé par la valeur d'une marchandise particulière, comme ce peut être le cas du salaire pour la force de travail; il est une clé de répartition de la plus-value entre capital financier et capital industriel. Cette vision «soustractive», où l'intérêt est analysé comme une ponction sur le profit s'oppose totalement à la vision de l'économie dominante, celle que Marx qualifiait déjà de «vulgare», et qui traite de la répartition du revenu selon une logique additive. Dans la vision apologétique de cette branche de l'économie, la société est un marché généralisé où chacun vient avec ses «dotations», pour offrir sur les marchés ses services sous forme de «facteurs de production». Certains offrent leur travail, d'autres de la terre, d'autres du capital, etc. Cette théorie ne dit évidemment rien des bonnes fées qui



DR

ont procédé à l'attribution, à chaque «agent», de ses dotations initiales, mais l'intention est claire: le revenu national est construit par agrégation des revenus des différents «facteurs de production» selon un processus qui tend à les symétriser. L'exploitation disparaît, puisque chacun des facteurs est rémunéré selon sa contribution propre.

Ce type de schéma a des avantages mais présente aussi bien des difficultés. Par exemple, des générations d'étudiants en économie apprennent que «le producteur maximise son profit». Mais comment ce profit est-il calculé? C'est la différence entre le prix du produit et le coût des moyens de production, donc les salaires mais aussi le «coût d'usage» du capital. Ce dernier concept relativement récent résume à lui seul les difficultés de l'opération, puisqu'il dépend à la fois du prix des machines et du taux d'intérêt. Mais si les machines ont été payées et les intérêts versés, quel est ce profit que l'on maximise? Question d'autant plus intéressante que ce profit, une fois «maximisé» est nul. Et s'il ne l'est pas, il tend vers l'infini, et la théorie néoclassique de la répartition s'effondre, puisque le revenu devient supérieur à la rémunération de chacun des «facteurs». La seule ma-

nière de traiter cette difficulté est, pour l'économie dominante, de la découper en morceaux et d'apporter des réponses différentes selon les régions à explorer, sans jamais assurer une cohérence d'ensemble, qui ne saurait être donnée que par une théorie de la valeur dont elle ne dispose pas. Pour résumer ces difficultés, qui ramènent à la discussion de Marx, la théorie dominante oscille entre deux positions incompatibles. La première consiste à assimiler l'intérêt au profit - et le capital emprunté au capital engagé - mais laisse inexplicitée l'existence même d'un profit d'entreprise. La seconde consiste à distinguer les deux, mais, du coup, s'interdit la production d'une théorie unifiée du capital. Toute l'histoire de la théorie économique bourgeoise est celle d'un va-et-vient entre ces deux positions contradictoires, et cette question n'a pas été réglée par les développements de la «science économique».

La théorie de la valeur est donc particulièrement utile pour traiter correctement le phénomène de la financiarisation. Une présentation largement répandue consiste à dire que les capitaux ont en permanence le choix de s'investir dans la sphère productive ou de se placer sur

les marchés financiers spéculatifs, et qu'ils arbitraient entre les deux en fonction des rendements attendus. Cette approche a des vertus critiques, mais elle a le défaut de suggérer qu'il y a là deux moyens alternatifs de gagner de l'argent. En réalité, on ne peut s'enrichir en Bourse que sur la base d'une ponction opérée sur la plus-value, de telle sorte que le mécanisme admet des limites, celles de l'exploitation, et que le mouvement de valorisation boursière ne peut s'autoalimenter indéfiniment.

D'un point de vue théorique, les cours de Bourse doivent être indexés sur les profits attendus. Cette liaison est évidemment très imparfaite, et dépend aussi de la structure de financement des entreprises: selon que celles-ci se financent principalement ou accessoirement sur les marchés financiers, le cours de l'action sera un indicateur plus ou moins précis. L'économiste marxiste Anwar Shaikh a exhibé une spécification qui montre que cette relation fonctionne relativement bien pour les Etats-Unis.⁷ Il en va de même dans le cas français: entre 1965 et 1995, l'indice de la Bourse de Paris est bien corrélé avec le taux de profit. Mais cette loi a été clairement enfreinte dans la seconde moitié des années 90: à Pa-

ris, le CAC40 a par exemple été multiplié par trois en cinq ans, ce qui est proprement extravagant. Le retournement boursier doit donc être interprété comme une forme de rappel à l'ordre de la loi de la valeur qui se fraie la voie, sans se soucier des modes économiques. Le retour du réel renvoie en fin de compte à l'exploitation des travailleurs, qui est le véritable «fondamental» de la Bourse. La croissance de la sphère financière et des revenus qu'elle procure, n'est possible qu'en proportion exacte de l'augmentation de la plus-value non accumulée, et l'une comme l'autre admettent des limites, qui ont été atteintes.

Accumulation et crises périodiques

La théorie marxiste de l'accumulation et de la reproduction du capital propose un cadre d'analyse de la trajectoire du mode de production capitaliste. Ce dernier est doté d'un principe d'efficacité spécifique, qui ne l'empêche pas de buter régulièrement sur des contradictions (qu'il a jusqu'ici réussi à surmonter). Son histoire lui a fait parcourir différentes phases qui le rapprochent d'une crise systémique, mettant en cause son principe central de fonctionnement, sans qu'il soit pour autant possible d'en déduire l'inévitabilité de son effondrement final.

Commençons par une apologie paradoxale: le capitalisme est, dans l'histoire de l'humanité, le premier mode de production à faire preuve d'un tel dynamisme. On peut le mesurer par exemple à l'essor sans précédent de la productivité du travail depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, qui faisait dire à Marx que le capitalisme révolutionnait les forces productives. Cette performance découle de sa caractéristique essentielle, qui est la concurrence entre capitaux privés mus par la recherche de la rentabilité maximale. Cette concurrence débouche sur une tendance permanente à l'accumulation du capital («la Loi et les prophètes» disait Marx), qui bouleverse en permanence les méthodes de production et les produits eux-mêmes et ne se contente pas d'augmenter l'échelle de la production.

Ces atouts ont pour contrepartie des difficultés structurelles de fonctionnement, qui se manifestent par des crises périodiques. On peut repérer deux contradictions absolument centrales qui combinent une tendance à la suraccumulation, d'une part, à la surproduction

4 Pour un exposé synthétique, on peut se reporter au premier chapitre de la brochure de Christian Barsoc, Les rouages du capitalisme: <http://hussonet.free.fr/rouages.pdf>
 5 Le Capital, Livre Troisième, Tome II, Ed. Sociales, 1970, p. 42
 6 Le Capital, Livre Troisième, Tome II, Ed. Sociales, 1970, p. 56
 7 Anwar M. Shaikh, «The Stock Market and the Corporate Sector: A Profit-Based Approach», Working Paper n°146, The Jerome Levy Economics Institute, September 1995: <http://hussonet.free.fr/shaikh.pdf>

d'autre part. La tendance à la suraccumulation est la contrepartie de la concurrence: chaque capitaliste tend à investir pour gagner des parts de marché, soit en baissant ses prix, soit en améliorant la qualité du produit. Il y est d'autant plus encouragé que le marché est porteur et la rentabilité élevée. Mais la somme de ces actions, rationnelles quand elles sont prises séparément, conduit presque automatiquement à une suraccumulation. Autrement dit, il y a globalement trop de capacités de production mises en place, et par suite trop de capital pour qu'il puisse être rentabilisé au même niveau qu'avant. Ce qui est gagné en productivité se paie d'une augmentation de l'avance en capital par poste de travail, ce que Marx appelait la composition organique du capital.

La seconde tendance concerne les débouchés. La suraccumulation entraîne la surproduction, en ce sens qu'on produit aussi trop de marchandises par rapport à ce que le marché peut absorber. Ce déséquilibre provient d'une sous-consommation relative, chaque fois que la répartition des revenus ne crée pas le pouvoir d'achat nécessaire pour écouler la production. Marx a longuement étudié les conditions de la reproduction du système, que l'on peut résumer en disant que le capitalisme utilise un moteur à deux temps: il lui faut du profit, bien sûr, mais il faut aussi que les marchandises soient effectivement vendues, de manière à empocher réellement ce profit, à le «réaliser» pour reprendre le terme de Marx. Il montre que ces conditions ne sont pas absolument impossibles à atteindre mais que rien ne garantit qu'elle soient durablement satisfaites. La concurrence entre capitaux individuels porte en permanence le risque de suraccumulation, et donc de déséquilibre entre les deux grandes «sections» de l'économie: celle qui produit les moyens de production (biens d'investissement, énergie, matières premières, etc.) et celle qui produit les biens de consommation. Mais la source principale de déséquilibre est la lutte de classes: chaque capitaliste à tout intérêt à baisser les salaires de ses propres salariés, mais si tous les salaires sont bloqués, alors les débouchés viennent à manquer. Il faut alors que le profit obtenu grâce au blocage des salaires soit redistribué vers d'autres couches sociales qui le consomment et se substituent ainsi à la consommation des salariés défaillante.

Le fonctionnement du capitalisme est donc irrégulier par essence. Sa trajec-

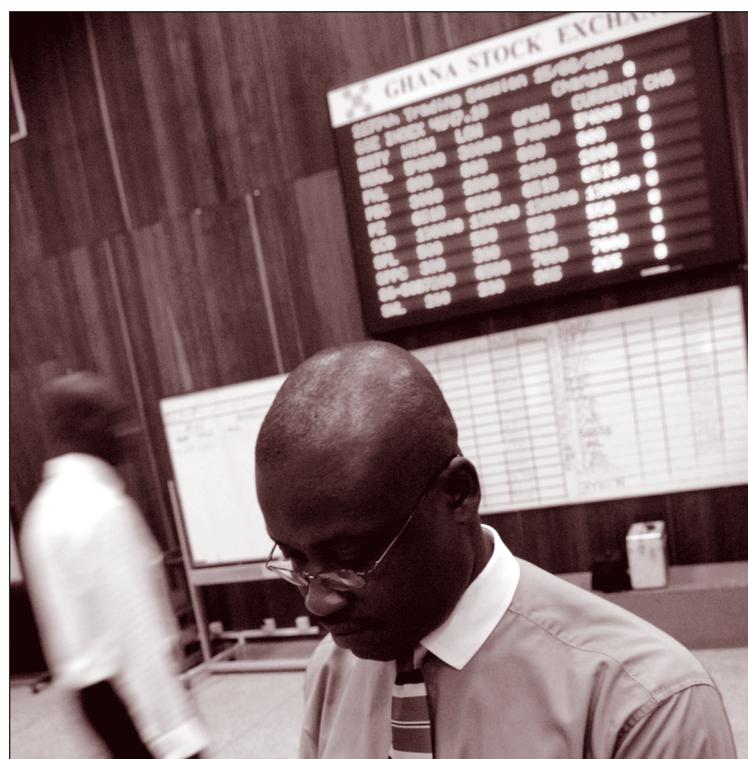
toire est soumise à deux sortes de mouvement qui n'ont pas la même ampleur. Il y a d'un côté le cycle du capital qui conduit à la succession régulière de booms et de récessions. Ces crises périodiques plus ou moins marquées, font partie du fonctionnement «normal» du capitalisme. Il s'agit de «petites crises» dont le système sort de manière automatique: la phase de récession conduit à la dévalorisation du capital et crée les conditions de la reprise. C'est l'investissement qui constitue le moteur de ces fluctuations en quelque sorte automatiques.

Cycle court et ondes longues

Mais le capitalisme a une histoire, qui ne fait pas que répéter ce fonctionnement cyclique et qui conduit à la succession de périodes historiques, marquées par des caractéristiques spécifiques. La théorie des ondes longues développées par Ernest Mandel conduit au repérage résumé dans le tableau suivant.

Sur un rythme beaucoup plus long, le capitalisme connaît ainsi une alternance de phases expansives et de phases récessives. Cette présentation synthétique appelle quelques précisions. La première est qu'il ne suffit pas d'attendre 25 ou 30 ans. Si Mandel parle d'onde plutôt que de cycle, c'est bien que son approche ne se situe pas dans un schéma généralement attribué - et probablement à tort - à Kondratieff, de mouvements réguliers et alternés des prix et de la production.⁹ L'un des points importants de la théorie des ondes longues est de rompre la symétrie des retournements: le passage de la phase expansive à la phase dépressive est «endogène», en ce sens qu'il résulte du jeu des mécanismes internes du système. Le passage de la phase dépressive à la phase expansive est au contraire exogène, non automatique, et suppose une reconfiguration de l'environnement social et institutionnel. L'idée clé est ici que le passage à la phase expansive n'est pas donné d'avance et qu'il faut reconstituer un nouvel «ordre productif». Cela prend le temps qu'il faut, et il ne s'agit donc pas d'un cycle semblable au cycle conjoncturel dont la durée peut être liée à la durée de vie du capital fixe. Voilà pourquoi cette approche ne confère aucune primauté aux innovations technologiques: dans la définition de ce nouvel ordre productif, les transformations sociales (rapport de forces capital-travail, degré de socialisation, conditions de travail, etc.) jouent un rôle essentiel.

Le déroulé des ondes longues a évidemment quelque chose à voir avec le taux



DR

de profit. Mais cela ne veut pas dire que la phase expansive se déclenche automatiquement dès que le taux de profit franchit un certain seuil. C'est là une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faut que la manière dont se rétablit le taux de profit apporte une réponse adéquate à d'autres questions portant notamment sur la réalisation. Voilà pourquoi la succession des phases n'est en rien donnée à l'avance. Périodiquement, le capitalisme doit ainsi redéfinir les modalités de son fonctionnement et mettre en place un «ordre productif», qui réponde de manière cohérente à un certain nombre de questions quant à l'accumulation et à la reproduction. Il faut en particulier combiner quatre éléments:¹⁰

- un mode d'accumulation qui règle les modalités de la concurrence entre capitaux et du rapport capital-travail;
- la technologie: un type de forces productives matérielles;
- la régulation sociale: droit du travail, protection sociale, etc.;
- le type de division internationale du travail.

Le taux de profit est un bon indicateur synthétique de la double temporalité du capitalisme. A court terme, il fluctue avec le cycle conjoncturel, tandis que ses mouvements de long terme résument les grandes phases du capitalisme. La mise en place d'un ordre productif cohérent se traduit par son maintien à un niveau élevé et à peu près «garanti». Au bout d'un certain temps, le jeu des contradictions fondamentales du système dégrade cette situation, et la crise est toujours et partout marquée par une baisse significative du taux de profit. Celle-ci reflète une double incapacité du capitalisme à reproduire le degré d'exploita-

tion des travailleurs et à assurer la réalisation des marchandises. La mise en place progressive d'un nouvel ordre productif se traduit par un rétablissement plus ou moins rapide du taux de profit. C'est de cette manière qu'il nous semble utile de reformuler la loi de la baisse tendancielle du taux de profit: ce dernier ne baisse pas de manière continue mais les mécanismes qui le poussent à la baisse finissent toujours par l'emporter sur ce que Marx appelait les contretendances. L'exigence d'une refonte de l'ordre productif réapparaît donc périodiquement.

L'approche marxiste de la dynamique longue du capital pourrait en fin de compte être résumée de la manière suivante: la crise est certaine, mais la catastrophe ne l'est pas. La crise est certaine, en ce sens que tous les arrangements que le capitalisme s'invente, ou qu'on lui impose, ne peuvent supprimer durablement le caractère déséquilibré et contradictoire de son fonctionnement. Seul le passage à une autre logique pourrait déboucher sur une régulation stable. Mais ces remises en cause périodiques qui scandent son histoire n'impliquent nullement que le capitalisme se dirige inexorablement vers l'effondrement final. A chacune de ces «grandes crises», l'option est ouverte: soit le capitalisme est renversé, soit il rebondit sous des formes qui peuvent être plus ou moins violentes (guerre, fascisme), et plus ou moins régressives (tournant néo-libéral). C'est dans ce cadre que l'on doit examiner la trajectoire du capitalisme contemporain.

Tableau 1. La succession des ondes longues

	expansive	phase récessive
1ère onde longue	1789-1816	1816-1847
2ème onde longue	1848-1873	1873-1896
3ème onde longue	1896-1919	1920-1919/45
4ème onde longue	1940/45-1967/73	1968/73-?
	les «Trente Glorieuses»	«la Crise»

8 Voir Ernest Mandel, Long waves of capitalist development, deuxième édition révisée, Verso, 1995.

9 Nicolas D. Kondratieff, Les grands cycles de la conjoncture, Economica, 1992.

10 pour une présentation plus détaillée, voir Christian Barsoc, Les rouages du capitalisme, déjà cité.